

Table des matières

Références.....	5
Abréviations	7
Préface.....	9
Plan de l'ouvrage.....	11
CHAPITRE 1	
Introduction	13
A. Notion de droit du travail	14
SUBDIVISION DU DROIT DU TRAVAIL	14
BRANCHES JURIDIQUES VOISINES.....	15
AUTRES BRANCHES JURIDIQUES AYANT UNE INCIDENCE	15
B. Historique	16
C. Sources de droit	18
1) <i>Sources normatives</i>	18
a) Constitution	18
GÉNÉRALITÉS.....	18
LIBERTÉS FONDAMENTALES INTÉRESSANT DIRECTEMENT LE DROIT DU TRAVAIL.....	19
LIBERTÉS FONDAMENTALES INTÉRESSANT INDIRECTEMENT LE DROIT DU TRAVAIL.....	21
b) Droit international.....	21
CHARTES DE DROITS FONDAMENTAUX	22
NORMES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL	22
c) Droit de l'Union européenne.....	23
IMPACT ET PORTÉE.....	23
DOMAINES D'HARMONISATION.....	24
d) Code du Travail	25
e) Règlements grand-ducaux.....	25
2) <i>Sources négociées</i>	26
a) Négociation au niveau de l'Union européenne.....	26

b) Négociation sur le plan national.....	27
c) Contrat de travail	30
3) <i>Normes unilatérales</i>	30
4) <i>Hiérarchie des normes et principe de faveur</i>	32
D. Champ d'application territorial	34
DÉTACHEMENT TEMPORAIRE DU LUXEMBOURG VERS L'ÉTRANGER	36
DÉTACHEMENT TEMPORAIRE DE L'ÉTRANGER VERS LE LUXEMBOURG....	36
E. Documentation et information	38

CHAPITRE 2

Conclusion du contrat de travail	41
A. Notions et définitions.....	42
1) <i>Définition du contrat de travail et subordination</i>	42
2) <i>Le salarié et les différentes catégories</i>	47
a) Ouvriers et employés privés.....	47
b) Salariés et cadres supérieurs.....	48
c) Catégories particulières de travailleurs.....	49
APPLICATION DE RÈGLES COMPLÉMENTAIRES.....	49
EXCLUSION DE CERTAINES RÈGLES.....	50
BRANCHES D'ACTIVITÉ SPÉCIFIQUES	50
d) Ancienneté.....	51
3) <i>L'employeur</i>	53
a) Approche souple	53
b) Entité économique et sociale	54
B. L'embauche	56
1) <i>Interdictions et limitations à l'embauche</i>	57
LIMITES LIÉES À L'ÂGE DU SALARIÉ.....	57
AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	57
LIMITES LIÉES AU CUMUL D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES	58
AUTRES LIMITES.....	59
2) <i>Limitations au libre choix du salarié à embaucher</i>	59
3) <i>Formalités et démarches lors de la création d'un poste</i>	62
CONTRÔLE DE L'AUTORISATION DE SÉJOUR.....	62
INFORMATION INTERNE	63
INFORMATION EXTERNE	63
ENTRETIEN D'EMBAUCHE ET INFORMATIONS EXIGÉES	64
TESTS ET ESSAIS.....	66
4) <i>Décision de recrutement</i>	66
C. Conclusion et contenu du contrat de travail.....	67
1) <i>Forme du contrat</i>	68

2) <i>Clauses obligatoires</i>	69
3) <i>Clauses facultatives réglementées par la loi</i>	71
a) Période d'essai	72
b) Clause de non-concurrence.....	75
i) <i>Durant l'exécution du contrat de travail</i>	75
ii) <i>Après la fin du contrat de travail</i>	76
CLAUSE PRÉVUE PAR LE CODE	77
CLAUSE ÉTENDUE.....	78
c) Remboursement des frais de formation	78
4) <i>Autres clauses facultatives</i>	80
a) Clauses de confidentialité.....	80
b) Condition de début de la relation de travail	82
c) Flexibilisation de la relation de travail.....	83
d) Fidélisation du salarié.....	85
e) Garanties d'emploi.....	85
f) Clauses d'exclusivité	86
5) <i>Clauses prohibées</i>	87
6) <i>Formalités postérieures à la conclusion du contrat</i>	88
AFFILIATION AUPRÈS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	88
SÉCURITÉ ET SANTÉ AU TRAVAIL	88
AUTRES FORMALITÉS ENVERS LE SALARIÉ.....	89
D. Contrat à durée déterminée	89
1) <i>Introduction</i>	90
2) <i>Cas d'ouverture</i>	91
3) <i>Durée</i>	94
a) Fixation de la durée	94
b) Prolongation (renouvellement).....	95
c) Conclusion d'un nouveau CDD	96
4) <i>Formalités et mentions</i>	96
5) <i>Sanction de la requalification</i>	99
6) <i>Résiliation du CDD</i>	100
7) <i>Conditions de travail</i>	101
E. Contrats dits atypiques	102
1) <i>Travail intérimaire</i>	103
a) Cas d'ouverture.....	103
b) Relations contractuelles	103
c) Durée et renouvellement	106
d) Statut et conditions de travail	106
e) Surveillance et contrôle.....	107

2) <i>Télétravail</i>	108
PASSAGE AU TÉLÉTRAVAIL	109
MISE EN PLACE DU TÉLÉTRAVAIL.....	109
CONDITIONS DE TRAVAIL	110
RETOUR ET PASSAGE VERS UNE FORMULE CLASSIQUE	111
3) <i>Travail à temps partiel</i>	111
MISE EN ŒUVRE D'UN TEMPS PARTIEL.....	112
PROTECTION DU STATUT ET DES HORAIRES.....	113
CONDITIONS DE TRAVAIL	114
4) <i>Travail de nuit</i>	115
LIMITATION POUR CERTAINES CATÉGORIES DE SALARIÉS	116
F. Emploi des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires	117
CAS D'OUVERTURE.....	117
CONDITIONS DE TRAVAIL	118
G. Autres types de relations de travail	118
1) <i>Travail à titre de formation</i>	119
L'APPRENTISSAGE	119
LES STAGES DE FORMATION	120
2) <i>Travail dans une finalité d'intégration</i>	120
3) <i>Travail à titre de resocialisation</i>	122
4) <i>Travail non rémunéré</i>	122
5) <i>L'accueil au pair</i>	123
H. Le transfert d'entreprise	123
1) <i>Champ d'application</i>	124
OPÉRATIONS DE TRANSFERT.....	124
OBJET DU TRANSFERT.....	126
2) <i>Formalités et consultation</i>	127
3) <i>Effets et conséquences</i>	128
EFFETS SUR LES CONTRATS DE TRAVAIL INDIVIDUELS.....	128
EFFETS SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL	129
EFFETS SUR LES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL.....	130

CHAPITRE 3

Exécution du contrat de travail	133
A. Droits et obligations du salarié	134
1) <i>Aperçu d'ensemble</i>	134
DROITS DU SALARIÉ	134
OBLIGATIONS	134

2) <i>Obligation principale : la prestation de travail</i>	135
a) Pour qui le salarié doit-il travailler ?	135
MISE À DISPOSITION DE MAIN-D'ŒUVRE	135
CUMUL D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES.....	137
b) Quel travail le salarié doit-il exécuter ?	138
PRINCIPES GÉNÉRAUX	138
MUTATION ET CHANGEMENT DE POSTE	139
c) Où le salarié doit-il travailler ?	141
d) Quand le salarié doit-il travailler ?	141
B. Droits et obligations de l'employeur	141
1) <i>Pouvoirs, droits et obligations de l'employeur</i>	142
a) Qui exerce les pouvoirs patronaux ?	143
DÉLÉGATION DES POUVOIRS.....	143
TRANSFERT DE POUVOIRS AUX REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	144
b) Pouvoir de direction et d'organisation.....	145
c) Pouvoir de contrôle	146
PRINCIPES.....	146
SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE	147
d) Pouvoir de sanction.....	150
RÉGIME DES SANCTIONS	151
TYPES DE SANCTIONS	154
PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES.....	156
2) <i>Encadrement de l'exercice du pouvoir patronal</i>	158
a) Principe de liberté.....	158
b) Limites légales et contractuelles.....	158
c) Finalité des pouvoirs patronaux ?	159
d) Règles de non-discrimination	161
INEXISTENCE D'UN PRINCIPE GÉNÉRAL D'ÉGALITÉ.....	162
CRITÈRES DE NON-DISCRIMINATION	163
CHAMP D'APPLICATION	165
NOTION DE DISCRIMINATION.....	166
DISCRIMINATION DIRECTE.....	166
DISCRIMINATION INDIRECTE.....	168
CONSÉQUENCES ET SANCTIONS D'UNE DISCRIMINATION.....	169
3) <i>Formalités à respecter par l'employeur</i>	172
C. Le salaire	173
1) <i>Notion et éléments</i>	173
a) Rémunération principale.....	174
b) Primes et gratifications	174
CARACTÈRE FACULTATIF OU OBLIGATOIRE	174
CARACTÈRE FORFAITAIRE OU CONDITIONNEL.....	176
c) Majorations et compensations.....	177

2) <i>Fixation du salaire</i>	179
3) <i>Modification et adaptation du salaire</i>	181
4) <i>Déductions et retenues</i>	182
5) <i>Paiement du salaire</i>	186
a) Date de paiement	186
b) Modalités de paiement	186
c) Débiteur et créancier	186
D. Horaire et durée de travail	187
1) <i>Durée de travail journalière et hebdomadaire</i>	188
a) Notion	189
b) Durée de travail ordinaire.....	190
c) Dérogations compensatoires	192
d) Recours à une période de référence	192
PLAN D'ORGANISATION DU TRAVAIL	193
LE RÈGLEMENT D'HORAIRE MOBILE	194
e) Heures supplémentaires	195
CAS D'OUVERTURE.....	196
PROCÉDURE PRÉALABLE D'AUTORISATION OU DE NOTIFICATION.....	197
f) Durée de travail maximale.....	197
g) Exceptions et régimes dérogatoires	198
2) <i>Horaire de travail, pauses et repos</i>	200
HORAIRE JOURNALIER.....	200
RÉPARTITION SUR LES JOURS DE LA SEMAINE.....	200
E. Congés, jours fériés et absences	201
1) <i>Jours fériés</i>	201
CONSÉQUENCES D'UN JOUR FÉRIÉ CHÔMÉ	202
CONSÉQUENCES D'UN JOUR FÉRIÉ TRAVAILLÉ.....	203
2) <i>Congé annuel payé</i>	203
a) Détermination du quantum	204
b) Fixation de la date de congé	205
c) Report du congé et solde de congé	207
d) Indemnité de congé.....	209
3) <i>Congé extraordinaire pour convenance personnelle</i>	209
CAS D'OUVERTURE.....	209
CONSÉQUENCES	210
4) <i>Congé de maternité</i>	211
CONGÉ PRÉNATAL ET POSTNATAL	211
PENDANT LE CONGÉ DE MATERNITÉ.....	211
À L'ISSUE DU CONGÉ DE MATERNITÉ	211

5) <i>Congé parental</i>	212
DURÉE DU CONGÉ PARENTAL.....	212
DEMANDE ET FIXATION DU CONGÉ PARENTAL.....	213
PENDANT LE CONGÉ PARENTAL.....	214
À L'ISSUE DU CONGÉ PARENTAL.....	214
6) <i>Congé sans solde</i>	215
a) Principes généraux.....	215
b) Le congé sans solde dans un but de formation.....	215
7) <i>Autres congés spéciaux</i>	216
CONGÉS LIÉS À DES PROBLÈMES DE SANTÉ.....	216
CONGÉS DESTINÉS À LA FORMATION DU SALARIÉ.....	217
CONGÉS DESTINÉS À PERMETTRE LA REPRÉSENTATION À CERTAINS ÉVÉNEMENTS.....	218
AUTRES TYPES DE CONGÉ.....	219
8) <i>Absences du salarié</i>	219
CAS PARTICULIERS.....	219
ABSENCES AUTORISÉES, AVEC MAINTIEN DE LA RÉMUNÉRATION À CHARGE DE L'EMPLOYEUR.....	220
ABSENCES AUTORISÉES, AVEC MAINTIEN DE LA RÉMUNÉRATION À CHARGE DE TIERS.....	220
ABSENCES AUTORISÉES, SANS MAINTIEN DE LA RÉMUNÉRATION.....	221
ABSENCES IMPOSÉES AU SALARIÉ, AVEC MAINTIEN DU SALAIRE.....	221
ABSENCES IMPOSÉES AU SALARIÉ AVEC RÉDUCTION DE SALAIRE.....	221
ABSENCES IMPOSÉES AU SALARIÉ SANS MAINTIEN DU SALAIRE.....	221
F. <i>Formation professionnelle</i>	221
1) <i>Types de formation</i>	221
2) <i>Formation professionnelle</i>	222
CARACTÈRE FACULTATIF DE LA FORMATION.....	222
ORGANISATION DE LA FORMATION.....	223
G. <i>Santé et sécurité au travail</i>	225
1) <i>Santé au travail</i>	226
a) Services de santé au travail.....	226
b) Examen médical des salariés.....	228
CAS DANS LESQUELS LES SALARIÉS DOIVENT PASSER UN EXAMEN.....	228
SUITES ET CONSÉQUENCES DE L'EXAMEN MÉDICAL.....	229
2) <i>Sécurité au travail – régime général</i>	230
a) Qui met en œuvre les règles de sécurité et de santé ?	231
LE RÔLE DES SALARIÉS ORDINAIRES.....	231
LE RÔLE DE L'EMPLOYEUR ET DES SALARIÉS QU'IL DÉSIGNE.....	233
IMPLICATION DES REPRÉSENTANTS DES SALARIÉS.....	233
b) Quelles mesures doivent-être prises ?.....	235

i) <i>Mesures techniques</i>	235
ii) <i>Mesures organisationnelles</i>	239
iii) <i>Mesures d'information et de formation</i>	240
c) Contrôle et surveillance	241
3) <i>Sécurité au travail – catégories spécifiques</i>	242
a) Femmes enceintes, accouchées et allaitantes	243
ABSENCES JUSTIFIÉES DE LA FEMME ENCEINTE	243
DURÉE DE TRAVAIL	243
NATURE DU TRAVAIL	243
b) Adolescents et jeunes salariés	244
TRAVAUX INTERDITS	245
CONDITIONS ET DURÉE DE TRAVAIL	245

CHAPITRE 4

Incidents lors de l'exécution	247
A. Défaillance contractuelle	248
a) Défaillance du salarié	248
b) Défaillance de l'employeur	249
c) L'exception d'inexécution	249
B. Responsabilités, dommages et infractions	252
1) <i>Responsabilité civile</i>	252
a) Responsabilité de l'employeur	253
RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR FACE AUX SALARIÉS	253
RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR FACE AUX TIERS	253
b) Responsabilité du salarié	255
RESPONSABILITÉ DU SALARIÉ FACE À L'EMPLOYEUR	255
RESPONSABILITÉ DU SALARIÉ FACE AUX TIERS	257
2) <i>Responsabilité pénale</i>	257
a) Qui est pénalement responsable ?	258
b) Infractions	259
C. Révision du contrat de travail	265
1) <i>Modification d'un commun accord</i>	266
2) <i>Modification unilatérale</i>	267
a) Procédures et motifs	268
MODIFICATION AVEC PRÉAVIS	268
MODIFICATION AVEC EFFET IMMÉDIAT	269
b) Conséquences et effets	270
CONSÉQUENCES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROCÉDURE	270
CONSÉQUENCES EN CAS DE RESPECT DE LA PROCÉDURE	271

D. Incidents affectant l'employeur	273
1) <i>Sinistres au préjudice de l'entreprise</i>	273
DANS L'IMMÉDIAT	273
MAINTIEN ET REPRISE DE L'ACTIVITÉ	274
CESSATION DE L'ACTIVITÉ	274
2) <i>Difficultés économiques</i>	275
a) Mesures préventives pour éviter les licenciements	277
i) <i>Mesures internes</i>	277
MESURES ORGANISATIONNELLES	277
MODIFICATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL	278
ii) <i>Aides en cas de chômage structurel ou conjoncturel</i>	279
CAS D'OUVERTURE	279
INDEMNITÉS	280
b) Premiers licenciements économiques et atténuation	281
LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES	281
MESURES D'ATTÉNUATION	281
c) Éviter et atténuer davantage de licenciements	281
i) <i>Suivi des licenciements économiques et plan de maintien dans l'emploi</i>	281
ii) <i>Licenciements collectifs et mesures d'atténuation</i>	283
d) Arrêt d'activité et insolvabilité	283
EFFETS DE LA FAILLITE POUR LE SALARIÉ	284
SUITES DE LA FAILLITE	286
E. Incidents affectant le salarié	286
1) <i>Maladie et incapacité de travail du salarié</i>	286
a) Protection du salarié	287
i) <i>Obligations d'information</i>	287
ii) <i>Maintien de la rémunération</i>	290
iii) <i>Protection contre le licenciement</i>	292
b) Réactions patronales	293
i) <i>Réorganisation de l'entreprise</i>	293
ii) <i>Réactions aux absences abusives</i>	294
CONTRÔLER	294
STIMULER	295
CONTESTER	295
CONTRÔLE PAR LA CNS	296
MÉDECIN DE CONTRÔLE CHOISI PAR L'EMPLOYEUR	297
iii) <i>Réactions à l'absentéisme chronique</i>	298
2) <i>Accidents de travail et maladies professionnelles</i>	301
a) Maladies professionnelles	301
b) Accidents du travail	301

i) Formalités	302
ii) Conséquences d'un accident du travail	302
IMPACT SUR LA RELATION DE TRAVAIL.....	302
INDEMNISATION CIVILE.....	303
RESPONSABILITÉ PÉNALE	304
3) Suites possibles d'une maladie ou d'un accident	305
a) Guérison et reprise du travail.....	306
b) 52 semaines de maladie.....	307
c) Invalidité : incapacité à tout travail.....	307
d) Inaptitude : incapacité à l'ancien poste	308
e) Décès du salarié.....	310
4) Incidents de la vie privée du salarié	311
a) Grossesse et naissance d'enfants	311
b) Maladie des proches du salarié	312
i) Maladie de l'enfant : congé pour raisons familiales	312
CONDITIONS	312
EFFETS	313
ii) Fin de vie d'un proche : congé d'accompagnement	313
c) Autres évènements.....	314
5) Traitements dégradants	315
a) Types de comportement	315
i) Harcèlement sexuel	315
ii) Harcèlement moral	317
iii) Violence au travail	320
b) Obligations de l'employeur.....	320
i) Obligations de prévention	321
ii) Obligation d'intervention	322
PROCÉDURE DE GESTION.....	322
OBLIGATION D'ENQUÊTE.....	323
OBLIGATION D'INTERVENTION EN FAVEUR DE LA VICTIME	324
SANCTION DE L'AUTEUR	324
c) Moyens d'action du salarié.....	325
AGIR EN CESSATION	325
PRENDRE CONSEIL	325
DÉNONCER À L'EMPLOYEUR.....	326
QUITTER L'ENTREPRISE.....	327

CHAPITRE 5

Fin du contrat de travail	331
---------------------------------	-----

A. Notion du licenciement	332
--	-----

1) Une décision unilatérale et irrévocable	333
---	-----

2) <i>Volonté de ne pas continuer la relation de travail</i>	334
VOLONTÉ EXPRIMÉE	334
POSTULAT ERRONÉ QUE LE CONTRAT AURAIT PRIS FIN.....	336
B. Procédure de licenciement	337
1) <i>Licenciement avec préavis</i>	337
a) Moment du licenciement.....	338
b) Entretien préalable.....	339
CARACTÈRE OBLIGATOIRE OU FACULTATIF	340
CONVOCATION	340
DÉROULEMENT DE L'ENTRETIEN.....	340
DÉCISION DE LICENCIER	341
c) Lettre de licenciement	342
d) Délai de préavis.....	344
PRÉAVIS ORDINAIRE.....	344
DÉROGATION POUR LES PETITES ENTREPRISES.....	345
i) <i>Droits et obligations durant le préavis</i>	346
ii) <i>Indemnité compensatoire de préavis</i>	346
iii) <i>Dispense de travail durant le préavis</i>	347
e) Demande des motifs par le salarié	349
f) Lettre de motivation.....	349
g) Indemnité de départ.....	350
2) <i>Licenciement avec effet immédiat</i>	352
a) Moment du licenciement.....	353
DURÉE ET DÉBUT DU DÉLAI	353
SUSPENSION DU DÉLAI.....	354
EXPIRATION DU DÉLAI	355
b) Mise à pied	355
EFFETS DE LA MISE À PIED.....	355
SUITES DE LA MISE À PIED.....	356
c) Entretien préalable	356
d) Lettre de licenciement.....	357
3) <i>Le licenciement collectif</i>	358
a) Notion de licenciement collectif.....	358
b) Obligation de négociation préalable	360
INFORMATION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	360
PREMIÈRE PHASE DE NÉGOCIATION	361
DEUXIÈME PHASE DE NÉGOCIATION	362
ISSUE DES NÉGOCIATIONS.....	362
c) Suspension du droit de licencier durant la procédure	362
PÉRIODE DE SUSPENSION	363
CONSÉQUENCES	363
d) Licenciement à l'issue de la procédure.....	363

C. Motifs de licenciement	364
1) <i>Énoncé précis et exhaustif</i>	364
a) Limitation aux motifs énoncés dans les délais	364
b) Précision des motifs	365
2) <i>Appréciation au cas par cas et motifs interdits</i>	367
PRINCIPE : APPRÉCIATION AU CAS PAR CAS	368
MOTIFS NON VALABLES	368
3) <i>Motifs liés à la personne du salarié</i>	370
a) Motifs réels et sérieux	370
MOTIF RÉEL	371
MOTIF SÉRIEUX	372
b) Motifs graves	373
c) Exemples et typologie	374
4) <i>Motifs économiques</i>	382
a) Exigences jurisprudentielles	382
POSSIBILITÉ DE LICENCIER DANS UN SIMPLE BUT DE RENTABILITÉ	382
PAS D'OBLIGATION DE CHERCHER DES ALTERNATIVES	384
b) Portée limitée du contrôle judiciaire	385
c) Sélection sociale	385
D. Le licenciement abusif ou irrégulier	386
1) <i>Licenciement abusif quant au fond</i>	388
a) Notion de licenciement abusif	388
i) <i>Cas dans lesquels le licenciement est abusif</i>	388
ii) <i>Conséquences d'un licenciement abusif</i>	391
b) Dommages-intérêts pour préjudice moral et matériel	392
i) <i>Principes généraux</i>	393
ii) <i>Préjudice matériel</i>	394
PÉRIODE DE RÉFÉRENCE	394
OBLIGATION DE RECHERCHER ACTIVEMENT UN EMPLOI	396
CALCUL DE LA PERTE DE REVENUS	397
iii) <i>Préjudice moral</i>	397
c) Prétentions complémentaires en cas de licenciement avec effet immédiat	398
2) <i>Irrégularités formelles</i>	400
a) Notion d'irrégularité formelle	400
CAS CONCERNÉS (LES 2 PREMIERS ÉTANT EXPLICITEMENT VISÉS PAR LA LOI)	401
b) Conséquence d'une irrégularité formelle	402
3) <i>Remboursement des indemnités de chômage</i>	402
CONSÉQUENCES D'UN LICENCIEMENT JUSTIFIÉ	403
CONSÉQUENCES D'UN LICENCIEMENT ABUSIF	403

E. Protection spéciale contre le licenciement.....	404
1) Généralités.....	404
a) Raison d'être de la protection	405
b) Portée de la protection.....	406
i) <i>La protection englobe les licenciements économiques</i> ...	406
ii) <i>La protection ne vise que les licenciements</i>	407
iii) <i>La protection peut s'étendre à la modification unilatérale du contrat</i>	409
iv) <i>Fautes commises pendant la période de protection</i>	409
c) Aperçu d'ensemble.....	411
d) Sanctions encourues.....	413
e) Nullité du licenciement	414
i) <i>Action en nullité</i>	415
PREMIÈRE INSTANCE	415
INSTANCE D'APPEL	416
ii) <i>Option pour le licenciement abusif ?</i>	417
f) Réaction du patron face à une faute grave	418
i) <i>Mise à pied</i>	418
ii) <i>Demande de maintien provisoire de la rémunération</i>	420
PREMIÈRE INSTANCE	420
INSTANCE D'APPEL	421
iii) <i>Requête en résiliation judiciaire</i>	422
EXIGENCE D'UNE FAUTE GRAVE.....	423
CONSÉQUENCES SI LA REQUÊTE ABOUTIT.....	424
CONSÉQUENCES SI LA REQUÊTE N'ABOUTIT PAS	424
2) Protection en raison d'une absence du salarié.....	425
a) Congé de maladie pour incapacité de travail	425
FORMALITÉS À RESPECTER PAR LE SALARIÉ	425
DÉBUT DE LA PROTECTION SPÉCIALE CONTRE LE LICENCIEMENT	426
DURÉE ET FIN DE LA PROTECTION	428
EFFETS DE LA PROTECTION.....	429
b) Grossesse et maternité	430
c) Congé d'accueil	431
d) Congé parental.....	431
e) Congé pour raisons familiales et congé d'accompagnement	432
3) Protection liée à la procédure de reclassement.....	433
4) Représentants des intérêts des salariés	434
a) Délégués du personnel.....	434
PERSONNES PROTÉGÉES.....	434
PÉRIODE DE PROTECTION	434

EFFETS DE LA PROTECTION.....	435
SANCTION PÉNALE.....	435
b) Personnes assimilées aux délégués du personnel.....	435
c) Négociation d'une convention collective	436
d) Administrateurs dans une société anonyme	437
F. Démission du salarié.....	438
1) <i>Notion de démission</i>	438
a) Forme de la démission.....	439
b) Exigence d'une volonté claire et non équivoque.....	440
2) <i>Démission avec préavis</i>	442
a) Lettre de démission	442
b) Préavis de démission	442
c) Motifs de démission.....	444
3) <i>Démission avec effet immédiat</i>	445
a) Moment de la démission	445
b) Procédure de démission	446
c) Motifs graves de démission	446
d) Suites d'une démission avec effet immédiat	447
i) <i>Conséquences d'une démission justifiée</i>	448
ii) <i>Conséquences d'une démission injustifiée</i>	449
G. Situations spécifiques.....	450
1) <i>Résiliation en période d'essai</i>	450
a) Résiliation avec préavis.....	450
MOMENT DE LA RÉSILIATION	450
FORME ET PRÉAVIS	451
b) Résiliation avec effet immédiat.....	452
c) Résiliation abusive durant l'essai	453
i) <i>Hypothèses envisageables</i>	453
RÉSILIATION AVEC EFFET IMMÉDIAT	453
RÉSILIATION AVEC PRÉAVIS	453
ii) <i>Conséquences</i>	454
d) Protection spéciale contre le licenciement en période d'essai	455
PROTECTION DES FEMMES ENCEINTES.....	455
CONGÉ PARENTAL.....	455
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL.....	456
PROTECTION EN CAS D'INCAPACITÉ DE TRAVAIL.....	456
2) <i>Résiliation de contrats à durée déterminée</i>	457
a) Cessation à l'échéance du terme	457

b) Résiliation du contrat à durée déterminée	458
i) <i>Licenciement</i>	458
ii) <i>Démission</i>	460
H. Résiliation d'un commun accord	460
I. Autres modes de cessation du contrat	462
1) <i>Cessation de plein droit</i>	462
INCIDENTS AFFECTANT L'EMPLOYEUR	462
INCIDENTS AFFECTANT LE SALARIÉ	463
2) <i>Pension de vieillesse et préretraite</i>	464
a) Préretraite	465
b) Pensions de vieillesse	466
3) <i>Autres modes de résiliation</i>	466
4) <i>Disparition du lien de subordination</i>	467
J. Cumul entre causes de résiliation	468
K. Formalités et obligations après la fin du contrat de travail	471
1) <i>Certificat de travail</i>	471
2) <i>Reçu pour solde de tous comptes</i>	471
NOTION ET UTILITÉ	471
FORME ET CONTENU	472
DÉNONCIATION	472
EFFETS D'UN REÇU POUR SOLDE DE TOUTS COMPTES	473
3) <i>Formalités et obligations à charge</i> de l'employeur	474
4) <i>Droits et obligations du salarié</i>	476
5) <i>Indemnités de chômage</i>	476
a) Principes	476
b) Montant et durée	478
c) Demande d'admission provisoire au chômage	478

CHAPITRE 6

Contentieux du travail	483
1) <i>Conciliation et transaction</i>	485
a) Autorités publiques	485
b) Négociations et transaction	486
EFFETS DE LA TRANSACTION	487
CONCESSIONS RÉCIPROQUES	489
2) <i>Juridictions du travail</i>	490
a) Tribunaux du travail de première instance	492

b) Juridiction d'appel.....	492
c) Recours en cassation.....	493
3) <i>Compétence du tribunal</i>	493
a) Compétence quant à la valeur du litige	493
b) Compétence matérielle	493
c) Compétence territoriale.....	495
ASPECT INTERNATIONAL	495
ASPECT NATIONAL	496
4) <i>Procédures devant le Tribunal du travail</i>	496
a) Parties au litige.....	497
b) Procédure au fond.....	498
c) Procédure de référé.....	499
d) Procédures spécifiques.....	500
5) <i>Délais de prescription et de forclusion</i>	501
a) Délais de prescription	501
b) Délai de forclusion en matière de licenciement abusif....	501
i) <i>Délai de forclusion ordinaire</i>	501
ii) <i>Interruption par une lettre de contestation</i>	502
iii) <i>Portée du délai de forclusion</i>	503
6) <i>Régime de la preuve</i>	504
a) Charge de la preuve.....	504
i) <i>Régime classique</i>	504
ii) <i>Déroptions en matière de licenciement</i>	506
ÉLÉMENTS À PROUVER PAR LE SALARIÉ.....	506
MOTIFS DE LICENCIEMENT À PROUVER PAR L'EMPLOYEUR	506
iii) <i>Autres dérogations</i>	507
b) Moyens de preuve	507

CHAPITRE 7

Modèles.....	511
1) <i>Contrat de travail</i>	512
a) Clauses obligatoires.....	512
b) Clauses facultatives.....	516
2) <i>Renouvellement du contrat (CDD)</i>	521
a) Premier renouvellement.....	522
b) Deuxième renouvellement	522
3) <i>Modification du contenu du contrat</i>	523
a) Modification d'un commun accord.....	523
b) Modification unilatérale par l'employeur.....	525

i) <i>Modification unilatérale avec préavis</i>	526
ii) <i>Modification unilatérale avec effet immédiat</i>	530
4) <i>Résiliation du contrat de travail</i>	531
a) Résiliation d'un commun accord	531
b) Licenciement par l'employeur	532
i) <i>Convocation à l'entretien préalable</i>	532
ii) <i>Licenciement avec préavis</i>	534
iii) <i>Licenciement avec effet immédiat</i>	539
iv) <i>Lettre de contestation</i>	542
c) Démission du salarié	543
i) <i>Démission avec préavis</i>	543
ii) <i>Démission avec effet immédiat</i>	545
d) Résiliation pendant la période d'essai	547
i) <i>Résiliation durant l'essai par l'employeur</i>	548
ii) <i>Résiliation durant l'essai par le salarié</i>	549
5) <i>Formalités postérieures à la résiliation du contrat</i>	550
a) Certificat de travail	550
b) Reçu pour solde de tout compte	551
c) Transaction	553
6) <i>Autres modèles</i>	557
a) Attestation de témoignage	557
b) Pouvoir spécial	558
c) Information en matière de maladie	558
d) Modèle de lettre de convocation du salarié à un contrôle médical	559
Annexes	561
A. Actes réglementaires	561
B. Bibliographie	563
Notes	565
Index	649